Comment l'hégémonie américaine s'est faite, puis défaite

Bertrand Badie
Sciences Po Paris

L'hégémonie est plus souvent sollicitée comme figure rhétorique que comme concept scientifique. Elle suscite tour à tour la fascination et la détestation, autant la peur que l'espoir de protection. Appliquée aux États-Unis, elle a nourri en même temps l'américanophilie et l'antiaméricanisme. Quand elle trébuche, elle inspire la crainte des uns, la satisfaction des autres et un certain sentiment de sourde revanche chez beaucoup. Elle épouse les concepts les plus variés : domination, puissance, superpuissance, jusqu'à « hyperpuissance », étonnante notion élaborée par un ancien ministre français des Affaires étrangères, au moment même où l'ascendant américain semblait plus que jamais en question...

Pourtant, le mot n'a rien du fourre-tout. Il tire sa noblesse scientifique de l'histoire ancienne, décrite en son temps par Thucydide lorsqu'il analysait le statut d'Athènes à la tête de la ligue de Délos (477-404 av. J.-C.). L'historien grec forgeait l'idée de conduite et de guidage, plaçant la cité athénienne, investie d'une mission de direction, au-dessus de ses semblables. Celle-ci l'emportait sur la puissance brute : l'idée de contrainte ne disparaissait pas, mais s'estompait devant celle de délégation, ou celle d'ascendance, acceptée par les plus petits pour mieux vaincre la Perse de l'époque et se protéger des menaces qui en dérivaient. Ainsi, l'hégémon n'est pas tant une puissance conquérante que le leader bienveillant et consenti... Certes, Thucydide n'était pas dupe. Il voyait bien les calculs

égoïstes de la cité régnante, et savait décrire l'abus de puissance de celle-ci, comme il était conscient des résistances que, très tôt, certains cherchèrent à lui opposer.

Pour autant, l'essentiel demeure : ce lien étroit entre la domination et son acceptation par ceux qui y sont soumis, aussi trouble et ambiguë soit-elle. On comprend bien comment ce profil gramscien fut populaire dès la fin des années 1940, entre l'idée, en partie vraie, mais en partie excessive, que l'Europe devait son salut à la puissance américaine et celle qui la concevait comme la seule planche de salut face à la menace stalinienne. Certains ont pu penser alors que l'heure de l'hégémonie américaine avait enfin sonné, cette domination douce, acceptée, voire réclamée qui inaugurait un solide leadership américain, comme plébiscité, combinant protection et promotion de valeurs partagées, offrant sécurité et réalisation des attentes les plus diverses accréditant l'idée du « rêve américain ». La science politique elle-même, Robert Gilpin en tête, n'hésitait pas à parler de « *benign leader* », ce meneur bienveillant qui veillait sur le monde et contenait les crises[1].

Pourtant, ce scénario représentait une illusion, manifeste dès l'immédiat après-guerre. L'hégémonie qui se constituait alors était une hégémonie *partagée*. Les États-Unis cogéraient le monde avec l'Union soviétique qui leur faisait face, binôme lié par l'hostilité. Un « tiers monde » naissant allait bientôt contester, voire manipuler à son profit cette hégémonie. Plus encore : le camp d'en face portait la contestation à l'intérieur même des deux blocs, dans un monde ouvrier marqué par le modèle soviétique à l'Ouest, dans la fraction dissidente ouverte au libéralisme occidental à l'Est. L'hégémonie, originellement écornée au sein même des deux camps, faisait donc débat plus que consensus. Surtout, progressivement, la capacité de l'hégémon, dans la guerre, dans l'économie mondiale, dans le débat idéologique venait à s'éroder. Au-delà, et comme en écho, les voies choisies par Washington se firent de plus en plus sinueuses, multipliant les impasses, tandis que le système international se brouillait face à ces méandres...

Des capacités de plus en plus incertaines

Tout semblait clair au départ, en 1945 : l'hégémonie s'appuyait entièrement sur une puissance qui ne pouvait être que militaire, clairement détenue par les États-Unis. Une fois acquise la victoire sur le nazisme, ceux-ci semblaient imbattables : détenteurs exclusifs de l'arme atomique

1 Robert Gilpin, *War and Change in World Politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 1981 ; *idem*, *The Political Economy of International Relations*, Princeton University Press, Princeton, 1987 ; Charles P. Kindleberger, *La Grande Crise mondiale : 1929-1939* (trad. de l'allemand par H. P. Bernard), Economica, Paris, 1988 [1973].

jusqu'en 1949, ils donnaient un sens plein à l'idée de domination totale, tandis que le plan Marshall, exposé en juin 1947, puis la création de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) venaient la compléter en conférant à la puissance américaine le rôle de guide ou de conducteur. L'économie ne faisait même pas débat : seule puissance économique encore debout après la guerre et même considérablement renforcée par celle-ci, le géant d'outre-Atlantique contrôlait à lui seul le quart du commerce mondial et produisait la moitié de ce qu'il consommait. Son coleader ne jouait pas dans la même catégorie... La mutation que connut ensuite l'aventure hégémonique fut rude et se fit en trois temps : les registres de puissance se diversifièrent peu à peu, la puissance militaire perdit de son efficacité et la mondialisation, en promouvant l'interdépendance, brouilla définitivement les pistes.

L'hégémonie militaire se défit progressivement de sa netteté : l'URSS devint rapidement, dès 1949, la deuxième puissance nucléaire, sut contester la parité et prendre le dessus dans certains domaines. Si, en 1960, Washington gardait un très net avantage en nombre de bombardiers et de missiles intercontinentaux, il était rattrapé en nombre d'ogives, pour être dépassé au seuil de la détente. Peu à peu, l'incontestable hégémonie se distendait devant l'équilibre de la terreur, même si leurs capacités économiques et technologiques permirent aux États-Unis de finalement l'emporter, dans les années 1980, en imposant avec succès l'Initiative de défense stratégique (IDS)...

Mais l'essentiel s'est joué autrement : au fil des années de bipolarité, la puissance a acquis une signification sans cesse plus complexe. Les registres se sont multipliés : la puissance militaire n'épuisait plus les vertus de l'hégémon et la puissance économique changeait à son tour de visage. Si les États-Unis restaient en tête en termes de produit intérieur brut (PIB), pour être aujourd'hui contestés par la Chine, ils eurent le plus grand mal à conserver partout les premières places. La construction européenne et la reconstruction de l'Europe placèrent peu à peu celle-ci devant les États-Unis par sa capacité commerciale, les exportations extracommunautaires dépassant aujourd'hui celles du concurrent américain. Mêmes incertitudes en matière monétaire, lorsque Richard Nixon dut entériner l'effondrement du système de Bretton Woods. Même observation dans le domaine de la puissance technologique, pour laquelle, certes, l'Amérique n'a cessé de surclasser l'Europe, mais où elle fut vite devancée par le Japon en nombre de chercheurs par millier d'habitants... Hégémonie dans un cas, perte d'hégémonie dans d'autres : il est de plus en plus difficile de raisonner en termes de classement unimodal et de dresser un podium unique.

Ce brouillage s'aggrave à mesure que la ressource militaire perd de son efficacité. Les États-Unis ont clairement dominé la Guerre froide,

même si le jeu de la bipolarité a donné à leur leadership une signification restreinte d'emblée, les condamnant à la passivité dès lors qu'un enjeu touchait directement le camp adverse : leur proactivité fut certes forte dans le conflit d'Azerbaïdjan en 1948, mais l'URSS était alors dépourvue d'armement nucléaire ; après 1949, Washington dut fermer les yeux sur l'intervention soviétique à Budapest en 1956, puis à Prague en 1968, de même que l'administration américaine dut se résoudre à accepter un État bientôt communiste à ses portes, après l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro à Cuba en 1959. Il n'empêche que la puissance américaine est parvenue à contenir la pression soviétique sur l'Europe occidentale, à préserver Berlin et à gagner la Guerre froide face à une URSS qui ne pouvait plus suivre la course aux armements de plus en plus coûteux et sophistiqués...

Néanmoins, cette capacité n'a cessé de s'éroder. Historiquement épargnés par l'humiliation subie par les vieilles puissances dans les guerres de décolonisation, les États-Unis en essuyèrent pourtant les effets indirects. Se croyant capables de gagner au Vietnam, ils ont connu le revers traumatisant du 30 avril 1975, date de l'entrée à Saïgon des troupes du Nord-Vietnam. De plus en plus au contact des pays du Sud, pourtant infiniment moins dotés, ils ont révélé au monde les limites de leur puissance en Somalie (1993), en Afghanistan (2001), en Irak (2003)... Nul doute que ces revers importants ont profondément changé la donne : difficile d'être un hégémon sans démontrer en permanence son invincibilité. Échouer dans cette démonstration relègue au rang d'unité ordinaire du système international, tout en révélant à ceux qui seraient tentés de prendre un avantage sur la superpuissance que le jeu de la revanche est désormais possible. C'est très exactement ce qui s'est produit.

Du même coup, le point fort de l'hégémonie américaine est peu à peu devenu son talon d'Achille. Sa crédibilité tenait à une réputation dissuasive inégalée. La « révolution dans les affaires militaires » tendait à doubler cette force de dissuasion d'une capacité crédible à détruire l'autre sans risquer la vie de ses citoyens, inaugurant la doctrine du « zéro mort » et celle des « *smart weapons* », à l'instar des drones qui tuent encore sans exposer la vie du tireur. Aujourd'hui, l'incertitude reprend le dessus. Les stratèges américains éprouvent le plus grand mal à actualiser de tels principes et à déterminer comment et dans quels cas utiliser les armes de destruction massive. George W. Bush avait certes suggéré que les États-Unis pourraient en faire usage dans les nouveaux conflits internationaux. Mais on voit mal comment ces nouvelles guerres d'extraction sociale, qui sont le fait de milices et non plus d'armées et qui prennent en otage des populations civiles aux alignements incertains, pourraient devenir l'arène de conflits nucléaires. Les guerres contemporaines, davantage liées aux faiblesses sociales des protagonistes qu'à une confrontation de puissances, enlèvent

une part essentielle de sa crédibilité à l'arme qui donna à Washington ses lettres de noblesse hégémonique. Plus encore, les formes nouvelles de violence internationale marquent l'inanité des principes du « zéro mort » et de sanctuarisation : le 11-Septembre a révélé une nouvelle face de la vulnérabilité du peuple américain sur son propre sol, à laquelle on semble n'avoir trouvé aucune parade réelle et convaincante...

Tout ceci au pire des moments : la chute du Mur et la fin d'une bénéfique compétition de puissance s'étaient produites en un temps où s'activait la mondialisation. Mystérieuse mais pesante, celle-ci consacre sans délai de nouveaux principes qui sont loin de faire la fortune de l'hégémon, aussi doté fût-il. Elle pose d'abord la notion d'universalité qui élargit la scène internationale au monde entier : les duels de puissance, si favorables à l'émergence de leaders et de chefs de file, laissent la place à des partenariats plus nombreux, plus diversifiés qui rendent le jeu plus complexe et plus incertain. Mais surtout, elle substitue à l'idée simple de souveraineté celle, beaucoup plus subtile, d'interdépendance. Cette nouvelle page de l'histoire a semblé funeste outre-Atlantique, dans une culture où le principe hobbesien de souveraineté est quasiment sacré et se marie si avantageusement avec celui de puissance. D'autant que l'interdépendance ne se limite pas à proroger l'ascendant du fort sur le faible : elle contribue désormais à placer de plus en plus le fort sous la dépendance du faible, dépendance informelle, cachée, inavouée, mais souvent efficace sur les plans énergétique, commercial, et même politico-stratégique, les principaux enjeux diplomatiques et les conflits majeurs étant de plus en plus entre les mains des plus faibles...

Des choix sinueux

La situation fut suffisamment déstabilisante pour que la Maison-Blanche s'essayât à différentes stratégies, selon une sinusoïde qui ne put qu'entamer progressivement sa crédibilité. Le temps bipolaire l'avait amenée à se définir de manière simple et selon une matrice connue : elle était ainsi passée d'une *hégémonie asymétrique* lorsque l'URSS ne pouvait pas encore rivaliser avec elle en matière nucléaire (1945-1949), à une *hégémonie de rivalité* aux temps les plus durs de la Guerre froide (1949-1967), puis à une *hégémonie de cogérance* durant la coexistence pacifique qui pointa dès 1967, à l'occasion de la rencontre de Glassboro entre Léonid Brejnev et Lyndon Johnson. De ces trois phases, la première fut la plus courte et la plus proche de l'idéal hégémonique. La deuxième relevait du partage ; la troisième commençait à marquer la multiplication des faiblesses (défaite au Vietnam, crise du dollar, crise institutionnelle liée au scandale du Watergate), mais celles-ci furent gommées quand l'Amérique de Reagan apparut comme le grand vainqueur de la Guerre froide...

On aurait pu s'attendre à ce que la chute du mur de Berlin suscite des innovations politiques et stratégiques majeures, donnant un contenu nouveau à l'idée d'hégémonie. Il n'en fut rien : si George H. Bush se plaisait à évoquer un « nouvel ordre mondial », son successeur, Bill Clinton, se contenta de se fier à l'arithmétique, postulant que « deux moins un faisaient un » et que la chute de l'URSS conduisait à une unipolarité accomplissant mécaniquement le rêve d'une hégémonie sans restrictions. Rien ne fut changé dans le discours, comme en témoigne la personnalité des deux secrétaires d'État qui se sont succédé : Christopher Warren et Madeleine Albright, tous deux enfants de la Guerre froide. Le succès de l'opération « Tempête du désert » menée en 1991 par George H. Bush avait effectivement accrédité l'idée que désormais les États-Unis étaient le gendarme sans rival d'un monde qui ne pouvait même plus être clivé...

La déception ne tarda pas : les deux conflits majeurs de la dernière décennie du XXe siècle, ceux de Yougoslavie et d'Irak, provoquèrent un désenchantement plus ou moins avoué : les États-Unis constatèrent vite qu'ils ne pouvaient ordonner le monde selon leur seule volonté. D'un côté, l'Europe les pressait d'intervenir dans les Balkans ; de l'autre, la Russie, notamment lors des bombardements de l'OTAN sur les positions serbes de Bosnie (pâques 1995), marquait nettement son hostilité, jusqu'à faire renaître un ersatz de Guerre froide qui s'amplifia au moment de la crise du Kosovo en 1999, consacrant une rupture durable au sein du Conseil de sécurité, comme ce fut bien vite le cas aussi avec le traitement de la question irakienne. Autant d'éléments qui interdisaient désormais de parler d'unipolarité et renvoyaient l'hégémonie aux formes plus modestes du « néocampisme »...

L'avenir se joua donc avec les trois présidences qui suivirent, trois postures baignant dans l'incertitude et la difficulté à définir les nouveaux contours du leadership américain, en fait les conditions mêmes d'une nouvelle hégémonie.

La première option fut incontestablement la plus gourmande. Elle prétendait agir en s'efforçant de maîtriser, voire de s'approprier la mondialisation, afin de relancer le mécanisme hégémonique. Telle fut l'option néoconservatrice de George W. Bush et des principes adjacents de *regime change*, de « diplomatie transformationnelle » et de « guerre juste ». Le postulat était fort : dans ce monde postbipolaire, il fallait réengager les « valeurs de démocratie et de liberté » dont les États-Unis étaient dépositaires. Le pari était simple : la force mise au service du droit pouvait tout transformer, jusqu'à américaniser le monde. On retrouvait l'intégralité du rêve hégémonique. Son échec patent, notamment lors de l'expédition irakienne, aggrava les doutes : les États-Unis ne pouvaient manifestement plus tenir le rôle de missionnaire mondial de leur propre credo. Mais surtout les alliés ne suivaient plus : ni la France, ni l'Allemagne, ni

la Turquie, ni le Canada, entre autres... Un hégémon privé de ses plus fidèles disciples perd sa couronne.

La deuxième option, portée par Barack Obama, sanctionnait d'abord l'échec et surtout le coût de la première. En cela, elle valait déjà critique du modèle hégémonique, particulièrement dans sa dimension militaire ; le temps du « wilsonisme botté » était passé. Au lieu d'intervention militaire tous azimuts, il était désormais question de « *light footprints* » (empreintes légères) ou de « *leadership from behind* ». Autrement dit, et de façon feutrée, le gendarme n'avait plus lieu d'être, sinon à travers de prudentes recommandations ou par le truchement de ses alliés locaux. Toute la philosophie d'une hégémonie radicale qui était ainsi dépassée ; une sorte de « *light and modern hegemony* » était reconstruite à rebours. Légère, car on allait chercher les composantes les plus douces afin de reconstituer celle-ci : la pression sourde et incitative, le rôle actif des alliés locaux, la volonté de mettre en avant le vieux capital d'influence accumulée. Moderne, car Obama pariait sur les aspects les plus vifs de la mondialisation en cours : il s'agissait de partir non pas d'un réflexe de puissance, mais des opportunités offertes par une économie globalisée. Les nouveaux instruments hégémoniques se situent alors davantage dans de vastes accords commerciaux, transpacifiques ou transatlantiques, que l'on espère voir réintroduire l'hégémonie d'antan ; ils consistent aussi à réinvestir dans le multilatéralisme, en relançant les négociations internationales, à l'instar de celles menées avec l'Iran, dans l'attente qu'elles projettent au premier rang la diplomatie de Washington.

Ce retrait réaliste, conjugué à une autre approche, libérale et essentiellement économique de l'hégémonie, a créé une réaction de peur, autant dans le complexe militaro-industriel que dans les fractions de la population américaine qui se sentaient les plus menacées par la mondialisation, les flux transnationaux, et notamment la migration. La rencontre fut significative entre les nostalgiques de la puissance et ceux qui craignaient l'accomplissement de la mondialisation. Cette combinaison donna naissance à un nationalisme antimondialiste, porté par Donald Trump, mêlant la revendication d'une Amérique forte (« *strong again* ») et prioritaire (« *America first* »). L'équation était originale : il s'agissait d'utiliser la mondialisation lorsqu'elle pouvait servir les États-Unis, de la récuser autrement, d'en faire un instrument au service d'un leadership qui redevenait strictement national. Un pari doublement risqué : d'une part, il isolait l'hégémon ; d'autre part, il lui faisait perdre toute chance de façonner l'ordre mondial selon sa propre vision. Non sans paradoxe, l'hégémon devenait la principale puissance contestataire du monde...

Cet isolement se manifesta vite : les États-Unis quittèrent seuls la COP 21 ; ils déménagèrent leur ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem, seulement imités

par le Guatemala et le Paraguay, lequel se ravisa ensuite. Ils sortirent de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), uniquement suivis par Israël, et du Pacte mondial sur l'immigration sans faire d'émules. Ils dénoncèrent le traité relatif au nucléaire iranien sans que leurs alliés ne leur emboîtent le pas... Un hégémon qui n'entraîne pas dans son sillage ne l'est plus réellement. La puissance s'en trouve réduite à une incontestable capacité de blocage, voire de destruction, rompant avec la capacité de construire ou de promouvoir un nouvel ordre mondial.

Sur un plan plus général, ces oscillations constantes entre des modèles différents et instables de politique étrangère brouillent l'idée même de leadership et sapent la problématique de l'hégémonie.

Un système international déstructuré

En fait, cette crise de l'hégémonie américaine se répercute sur l'ensemble des composantes du système international, lequel a fréquemment changé d'identité au cours de la période récente. On distingue ainsi six structurations successives depuis 1945 : un système quasi hégémonique, jusqu'en 1949, lorsque les États-Unis étaient seuls détenteurs de l'arme atomique et s'imposaient comme ultime décideur ; un système d'hégémonie partagée et conflictuelle l'opposant à l'Union soviétique, de 1949 à 1967, qui produisit l'essentiel du modèle « campiste » ; un système d'hégémonie de cogérance qui persista jusqu'à l'effondrement de l'URSS en 1991 et qui attestait déjà d'une baisse significative de loyauté des alliés ; un système unipolaire donnant l'illusion d'une hégémonie parfaite, de 1991 à 1995, mais dont la brièveté révèle la fragilité ; un système apolaire, car relâché dans ses alignements, mais restant dominé par la prédominance américaine jusqu'en 2016 ; un système fragmenté par une importante dynamique nationaliste, depuis 2016 et notamment l'élection de Donald Trump.

La comparaison des deux dernières séquences mérite l'attention. L'avant-dernier système s'est peu à peu imposé dans sa complexité, par un jeu subtil de forces centripètes et centrifuges.

Au titre des premières, citons la force des habitudes et le poids des mœurs internationales, mais aussi des seuils de puissance assez confortables, notamment dans le domaine militaire, et le défaut de compétitivité au sein même du système, la Chine refusant le rôle de challenger, la Russie n'en ayant pas les moyens et l'Europe ne parvenant pas, faute de solidarité, à donner à sa prédominance commerciale un prolongement politique et stratégique convaincant.

Au titre des secondes, se trouvent notamment la mutation profonde de la notion même de sécurité, sa dilution, sa déconcentration hors de

l'espace européen, l'une et l'autre enlevant au parapluie américain une part essentielle de sa fonction. Signalons aussi la force des émergences économiques qui dépolarisent le monde, et les contrecoups tant de l'échec du néoconservatisme que du repli vers plus de modestie militaire propre au modèle obamien.

On ajoutera surtout un effet de mondialisation qui, en globalisant la scène internationale, relativise politiquement et culturellement l'attractivité de Washington et qui, en promouvant l'interdépendance, limite la portée de l'alignement. Ici pourtant, le débat reste vif entre ceux, tels Ned Lebow ou Simon Reich, qui tiennent pour impossible une reconstitution impériale dans la complexité d'un monde globalisé et ceux qui, au contraire, y voient une source nouvelle d'opportunités, à l'instar du politiste américain John Ikenberry[1]. On peut formuler l'hypothèse que ce débat intellectuel se reproduit politiquement dans le camp démocrate, en opposant Barack Obama, tenant de la première vision, à Hillary Clinton.

La séquence actuelle n'abolit pas les principales caractéristiques de la précédente. Les forces qui devaient être centripètes restent effectivement les mêmes, parfois atténuées, notamment par le réveil géopolitique russe et par une ambition internationale chinoise, rehaussée par la ligne propre à Xi Jinping. En revanche, les facteurs centrifuges se sont encore aggravés : la visibilité du retrait américain, la marginalisation des États-Unis dans la plupart des conflits présents – Syrie, Sahel, Yémen – conduisent les acteurs du système-monde à détourner les regards de Washington. Surtout, la montée en puissance des clients ou des « petits frères » enlève une bonne partie de son sens à l'ancien effet de tutelle et de parrainage : les choix politiques et diplomatiques de l'Arabie saoudite ou d'Israël l'emportent clairement sur les décisions prises à la Maison-Blanche, bien souvent placée devant le fait accompli ou, du moins, devant des postures stratégiques qui l'obligent. Cette émancipation croissante du client est une tendance forte dans le contexte actuel, probablement liée à la nature des nouveaux conflits qui donnent aux acteurs locaux une latitude plus grande. On en veut pour preuve que cette « déclientélisation » est beaucoup plus marquée au Moyen-Orient ou en Afrique qu'en Europe, où les alliés des États-Unis restent plus timorés face au président américain.

Mais le changement le plus substantiel s'opère ailleurs : le néonationalisme trumpien produit des effets en chaîne à ne pas sous-estimer.

---

1 Ned Lebow et Simon Reich, *Good-Bye Hegemony ! Power and Influence in the Global System*, Princeton University Press, Princeton, 2014 ; John Ikenberry, *Liberal Leviathan : The Origins, Crisis, and Transformation of the American System*, Princeton University Press, Princeton, 2011.

L'orientation dont il est porteur ne crée certes pas, comme on le dit quelquefois, un isolationnisme comparable à celui qui avait cours au XIXe siècle. Jadis, les États-Unis menaient une politique de retrait systématique sur leur propre continent, alors que la ligne Trump vise plutôt une politique d'intervention à la carte, en fonction des intérêts américains qui, par ailleurs, restent toujours extrêmement présents un peu partout dans le monde. Cette politique d'intervention sélective se mêle à une sorte de « diplomatie électorale », obéissant aux règles populistes et qui a pour fonction de s'adresser prioritairement à ses électeurs. Une double contrainte qui érode les facultés hégémoniques : d'une part, donner priorité à sa base sociale conduit souvent à sacrifier les impératifs hégémoniques ; d'autre part, soumettre ceux-ci aux intérêts nationaux de l'hégémon tend à contredire l'idée, promue de tout temps, que l'hégémonie a un coût auquel il convient de consentir si l'on entend conserver son rang...

L'une des cibles privilégiées de cette nouvelle posture se trouve être le multilatéralisme, objet de toutes les stigmatisations dans les discours de Donald Trump, qui revient à la stricte vision hobbesienne d'une absolue souveraineté que rien ne saurait limiter. Les défections dont il prend l'initiative sont nombreuses : Unesco, COP 21, pacte sur les migrations... tandis que les menaces proférées contre les institutions les plus prestigieuses sont monnaie courante. George W. Bush avait déjà fait quelques pas dans ce sens, à l'initiative de John Bolton, que l'on retrouve précisément au sein de l'administration Trump. Cette fois, la rupture, plus nette, remet en cause un point d'équilibre défini par Franklin Roosevelt lorsqu'il inspira, en 1945, les grandes lignes de la charte de San Francisco qui donna naissance à l'ONU. La démarche n'est pas innocente, car Roosevelt avait en son temps conçu une formule qui optimisait les conditions de compatibilité entre hégémonie et multilatéralisme, en jouant notamment du droit de veto qu'il s'agissait alors de lier à un fort activisme au sein d'une diplomatie liant toutes les parties du monde : l'ONU devenait en fait un instrument assez efficace de protection et de reproduction de l'hégémonie américaine, comme l'a notamment révélé la gestion des crises coréenne (1950-1953) et irakienne (1990-1991) ; elle était aussi un moyen de légitimation, voire de ratification de cette hégémonie, ainsi qu'un canal par lequel passaient et s'exprimaient les principales valeurs dont la « grande démocratie » se voulait porteuse. Ce processus touchait notamment les institutions de Bretton Woods au moment de l'affichage du fameux « consensus de Washington » (1989).

En contrepartie, la politique trumpienne tend à donner libre cours à une diplomatie bilatérale qui aggrave inévitablement la marginalisation des biens communs et accélère la fragmentation du système international, créant davantage de coalitions ponctuelles, au cas par cas, que

des modèles stables d'alignement, lesquels se limitent pour l'heure à l'axe Washington/Tel-Aviv/Riyad... Cette extraordinaire fluidité des relations internationales affaiblit les alliances (comme l'évoquent les crises à répétition opposant les États-Unis au Canada, à la Turquie, voire à l'Allemagne ou à la Corée du Sud) et suscite des *dominations de circonstance*, liées à des contextes précis, qui sont le contraire même de l'aspiration hégémonique qui suppose la durée. En même temps, elle crée les conditions d'un éloignement des États-Unis des processus de résolution des conflits, comme le révèle la tétanie diplomatique américaine à l'égard des guerres en Syrie ou au Yémen.

Curieux paradoxe qui nous présente la « superpuissance » sous les traits d'un super-contestataire, exerçant ses talents dans la critique de tout ce qu'elle avait contribué à susciter du temps où ses prétentions hégémoniques étaient à leur zénith : le multilatéralisme onusien, le système d'alliances construit à partir de l'OTAN et la mondialisation, son substrat économique, commercial et technologique. Le propre de ce vent protestataire qui se répand à travers le monde est de ne laisser la place à aucun rôle hégémonique : le piège s'est refermé sur ceux qui l'avaient posé.

C'est donc par une longue histoire qu'il convient d'ouvrir ce volume, montrant la complexité de l'invention hégémonique, comme sa fragilité croissante, voire son échec. On verra ensuite comment elle a pu s'exercer, et s'exerce peut-être encore, dans les secteurs qui en relèvent, pour comprendre enfin comment la crise qui l'affecte remet en cause chaque élément constitutif de la politique étrangère américaine.

SOUS LA DIRECTION DE
BERTRAND BADIE ET DOMINIQUE VIDAL

FIN DU LEADERSHIP AMÉRICAIN ?

L'ÉTAT DU MONDE 2020



La Découverte